

La CGT, l'Internationale socialiste et Jaurès face à la guerre

(1) La Confédération générale du travail et le mouvement syndical, 1925, 699 p.

(2) *Le 1^{er} juillet 1911, l'Allemagne envoie dans la baie d'Agadir une canonnière, puis un croiseur, pour protéger ses intérêts au Maroc. Le 4 novembre, un traité franco-allemand est signé qui permet à la France d'établir un protectorat sur le Maroc en contrepartie de la cession de quelques territoires au Congo.*

(3) Souligné par nous.

(4) *Sur ces questions, on se reportera à Beauvisage (Jérôme), « 1895-1912, L'armée, la patrie, la CGT », Cahiers de l'IHS-CGT, n° 129, mars 2014.*

L'été 1914 – ou plus exactement la charnière juillet-août – représente dans l'histoire du mouvement ouvrier un moment de grande tragédie. Au cours de ces quelques jours où la guerre s'établit en horizon immédiat, les classes ouvrières des pays glissant vers la catastrophe annoncée vont-elles pouvoir endiguer la vague chauvine et bloquer les logiques guerrières? La question se pose dans toute la vieille Europe, mais surtout en Allemagne et en France. En tout cas, un certain internationalisme (notamment celui pensé par la CGT) va se mesurer à l'histoire et la vision de la révolution à faire va se reconsidérer.

L'ouvrage publié par la CGT à l'occasion de son trentième anniversaire ⁽¹⁾ déclare que celle-ci « *s'est toujours prononcée contre la guerre* » et rappelle les principaux événements qui caractérisent son action à ce propos. Le premier se situe en 1900-1901, où la centrale a manifesté, en convergence avec la classe ouvrière anglaise, « *son opposition irréductible à la guerre* ». Sont ensuite évoqués les prises de position des syndicalistes français et allemands contre l'expédition coloniale au Maroc et les incidents d'Agadir en 1911 ⁽²⁾, la convocation d'une conférence extraordinaire des Fédérations et des Bourses, le 1^{er} octobre de cette même année, qui adopte une résolution déclarant que, « *à toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire* ». ⁽³⁾

Le congrès extraordinaire des syndicats contre la guerre, réuni les 24 et 25 novembre 1912, appelle à une grève générale de démonstration le 16 décembre contre la guerre qui menace dans les Balkans ⁽⁴⁾. Ce congrès adopte un texte rappelant la position traditionnelle de la CGT en cas de guerre, dont un paragraphe n'était pas dépourvu d'ambiguïté dès lors qu'il ne faisait pas de la réponse par la grève une position intangible : « *Si, par folie ou par calcul, [notre] pays se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition et de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes.* »

Le débat sur la guerre traverse également le mouvement socialiste, en lien étroit avec le développement

capitaliste en impérialisme. Le VII^e Congrès socialiste international, réuni à Stuttgart du 18 au 24 août 1907, avait, au terme de longs débats, voté la position de principe suivante : « *Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans tous les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés, et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.* »

Les insuffisances de l'Internationale socialiste

La discussion de Stuttgart avait fait ressortir les difficultés rencontrées par la II^e Internationale pour débattre des problèmes du militarisme et de la guerre et, plus encore, pour en tirer les conséquences politiques. L'Internationale, créée en 1889, n'est en effet qu'une fédération de partis autonomes qui disposent d'une intégrale liberté politique d'action et de pratique. L'Internationale n'existe d'ailleurs longtemps que sous la forme de congrès périodiques et est dépourvue d'organisme permanent. Certes, en 1900, un Bureau socialiste international (BSI) est créé mais, jusqu'en 1905, il se réduit à une simple boîte aux lettres. Les socialistes français jugent cela très insuffisant et, en septembre 1905, Jean Jaurès et Edouard Vaillant saisissent le BSI afin que l'Internationale et les partis se coordonnent pour prévenir et empêcher la guerre.

Or, les socialistes allemands, qui dominent l'Internationale, se montrent farouchement hostiles à l'orientation de grève générale contre la guerre, considérant celle-ci peu réalisable en raison de l'insuffisante organisation des travailleurs. Au cours des séances plénières du congrès de Stuttgart, ils se heurtent à ce propos si durement aux socialistes français qu'une sous-commission doit être formée qui adopte – très curieusement – un amendement présenté par Vladimir Lénine, Rosa Luxemburg et Julius Martov, qui s'ajoute à la rédaction primitive rappelée ci-avant et qui est ainsi rédigé : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, [les partis socialistes] ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* »



COLLECTION IHS-CGT

Lénine contre le social-chauvinisme.

Cet amendement très radical – dont les conditions de rédaction ont été relatées par Lénine (voir ci-dessous) – fut considéré comme une simple déclaration théorique et le contraste entre les deux paragraphes accolés du texte adopté par le Congrès reflète tout à fait les ambiguïtés de l'Internationale. Lors du VIII^e Congrès socialiste international (Copenhague, 1910), Edouard Vaillant et le député écossais James Keir-Hardie relancent le débat en déposant la motion suivante : « *Entre tous les moyens employés pour prévenir la guerre, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière⁽⁵⁾, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transport...), ainsi que l'agitation et l'action populaire sous leurs formes les plus actives.* » Bien que la « grève ouvrière » envisagée n'ait pas le caractère de la « grève révolutionnaire » telle que l'entend la CGT, les Allemands combattent cet amendement avec tant de force qu'il est décidé d'en transférer l'examen au BSI et de le remettre à l'ordre du jour du prochain congrès international prévu à Vienne en 1913 et qui, en définitive, ne va pas se tenir⁽⁶⁾.

Les désaccords qui se manifestent au sein de l'Internationale trouvent un reflet dans le Parti socialiste français. Ainsi, celui-ci, réuni en congrès extraordinaire du 14 au 16 juillet 1914, voit s'affronter sur la question

LES CONDITIONS DE RÉDACTION DE L'AMENDEMENT RELATÉES PAR LÉNINE

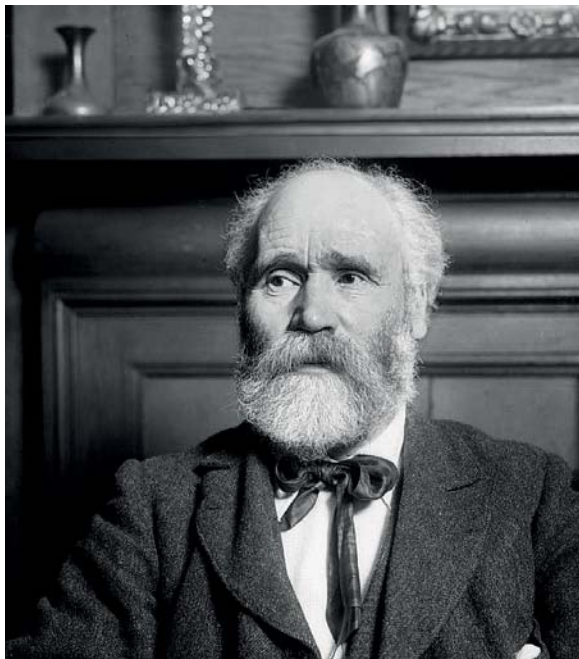
« Je me rappelle fort bien qu'avant la rédaction définitive de cet amendement, il y eut de longs pourparlers directs entre nous et Bebel. Le premier texte parlait beaucoup plus nettement d'agitation révolutionnaire et d'actes révolutionnaires. Nous le montrâmes

à Bebel; il répondit: "Je ne l'accepte pas car le Parquet dissoudrait alors nos organisations, ce que nous ne voulons pas pour le moment; nous attendrons que la situation soit sérieuse". Nous consultâmes des juristes spécialisés dans ces questions,

le texte fut refait plusieurs fois, et l'on arriva enfin à la formule définitive qui exprimait d'une façon légale notre pensée; cette formule, Bebel consentit à l'accepter.» in *Contre le courant* (tome 2), Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité, 1927, p. 221.

(5) Souligné par nous.

(6) Voir Haupt (Georges), Le congrès manqué, L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale, Maspero, 1965, 299 p.



COLLECTION IHS-CGT

Le député écossais James Keir-Hardie en 1909.

(7) Souligné par nous.

(8) *La proposition de reprise de la motion de Stuttgart, défendue par Guesde, recueillie 1174 voix contre 1690 à la motion Jaurès.*

(9) *La Vie ouvrière des 5 janvier, 15 janvier et 5 février 1911, « L'approche de la guerre ».*

(10) *Deux autres études de même tonalité sont publiées dans la période. La plus importante, « La guerre qui vient » est de Francis Delais. L'autre, de Domela Nieuwenhuis,*

paraît dans La Vie ouvrière du 5 juillet 1911, sous le titre « La guerre anglo-allemande vue de Hollande ».

(11) *Julliard (Jacques), « La CGT devant la guerre », in Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe, Gallimard/Le Seuil, 1988, pp. 104-105.*

(12) *L'antimilitarisme syndical trouve sa source essentielle dans le recours à l'armée contre les grèves ouvrières.*

de la guerre, qu'il perçoit imminente, Jules Guesde et Jean Jaurès. Guesde, qui a toujours opposé à la démarche d'organisation de l'action anti-belliciste de la classe ouvrière ses formules stéréotypées de conquête préalable des pouvoirs publics de refus de vote des crédits militaires par les députés socialistes, déclare : « Même si la grève générale éclatait, comment, par quel moyen, le Bureau socialiste international pourrait-il assurer un mouvement simultané ? Puis, si le Bureau socialiste pouvait déclencher cette grève générale simultanée, cela ne suffirait pas. Dans les pays engagés, il subsisterait une inégalité d'organisation ouvrière et socialiste qui provoquerait l'écrasement du pays le plus fortement organisé. Et cela, c'est un crime de haute trahison contre le socialisme ! ». Autrement dit, le prolétariat capable de déclencher la grève générale porterait la responsabilité de la défaite militaire.

Comment faire échec à la guerre ?

La motion Jaurès, votée par le congrès, ignore cette vision mais reste prudente : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer au gouvernement le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière ⁽⁷⁾ simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus actives. » ⁽⁸⁾ Si la motion Jaurès réinsère la grève générale comme une arme, elle reste cantonnée à la conception établie par l'Internationale, réduisant ses buts à l'exercice d'une pression sur les gouvernements en vue du recours à des procédures d'arbitrage.

L'arbitrage et, plus généralement, l'activité diplomatique sont-ils à même de prévenir les guerres ? En 1911, dans *La Vie ouvrière* ⁽⁹⁾, Alphonse Merrheim s'interroge sur le faux silence de la guerre et craint que

les illusions quant à la paix se soient répandues dans la classe ouvrière. Il observe en effet que depuis quarante ans, « le canon [n'a] pas tonné en Europe », que les crises internationales capables de déboucher sur une guerre se sont, en définitive, dénouées, et que cela a créé un état d'esprit : tout le monde croit à la paix. Et Merrheim de prévenir : « Gare pour nous, travailleurs, qui nous trouverons soudainement devant une déclaration de guerre, notre feuille de mobilisation en main. Ne serons-nous pas surpris par les événements ? Serons-nous capables – si nous n'y pensons dès aujourd'hui – de mettre en application nos résolutions des congrès confédéraux de Marseille (1908) et de Toulouse (1910) ? » ⁽¹⁰⁾

Les interrogations d'Alphonse Merrheim sur les possibilités réelles d'action de la classe ouvrière contre la guerre reflètent le trouble qui saisit alors certains dirigeants confédéraux. Certes, l'activité de la CGT dans ce domaine a été importante, mais cet effort a-t-il installé dans les masses ouvrières une culture solide capable de provoquer des attitudes combattives et a-t-il couvert l'ensemble du territoire et des professions ? Ce n'est manifestement pas le cas : en 1911, une enquête de police évalue à 93 sur 153 le nombre des Bourses engagées dans des activités antimilitaristes. Sont particulièrement concernés Paris et la Région parisienne, la Bretagne, le Centre (notamment le Cher), la région de Lyon-Saint-Etienne et le Midi méditerranéen ⁽¹¹⁾.

Dans les professions, les contrastes sont grands : si la Fédération du Livre, par la voix de son secrétaire général, Auguste Keufer, affiche son patriotisme, celle du bâtiment est en pointe dans l'action antimilitariste. Sous ces insuffisances, l'action antimilitariste syndicale ⁽¹²⁾ s'est déployée au fil du temps sous des formes diverses et a été souvent menée en fonction des tensions internationales. Le déminage diplomatique des situations dangereuses a certes jusqu'alors suffi à écarter le danger d'une confrontation généralisée, mais celui-ci persiste et dépend pour une part, considère-t-on, de la capacité des appareils politico-syndicalistes à traduire dans les faits les orientations de principe élaborées par les congrès. D'où l'importance accordée par la CGT à l'établissement de contacts avec les syndicalistes, en particulier allemands.

Or, nous l'avons vu, les relations de la CGT avec l'appareil syndical international, et notamment les syndicalistes allemands qui ont dirigé le secrétariat syndical international et qui président depuis peu aux destinées de la Fédération syndicale internationale, n'ont jamais été bonnes. Faut-il voir dans la mauvaise qualité de ces relations l'expression de divergences de conception profondes, à l'origine des difficultés qui surgiront en 1914 ?

L'organisation syndicale internationale (secrétariat syndical international puis, en 1913, Fédération syndicale internationale) est, rappelons-le, essentiellement l'œuvre du secrétaire de la confédération allemande, Carl Legien, qui, à partir de 1903, fait admettre le principe d'une conférence tous les deux ans réunissant les

délégués des confédérations nationales. Un secrétariat international, que Carl Legien dirige, a son siège à Berlin. Ce secrétariat, simple lieu d'informations se doit d'assurer, en articulation avec les secrétariats professionnels internationaux, la solidarité en cas de grève.

Les divergences du syndicalisme international

Ne se contentant pas de ces limites, la CGT a tenté de soulever les problèmes de l'antimilitarisme et de la grève générale. N'y étant pas parvenue, elle boude, durant six ans (1903-1909), le secrétariat et les conférences internationales. En janvier 1906, la Confédération vit fort mal l'échec d'une mission de Victor Griffuelhes à Berlin en vue de proposer l'organisation d'une manifestation franco-allemande conjointe contre la guerre. Griffuelhes se voit en effet répondre de manière hautaine que la responsabilité d'une telle initiative relève des seuls partis socialistes.

On le voit, les dirigeants de la CGT ont une conception de la nature et des responsabilités du syndicalisme fondamentalement éloignée des conceptions socialistes dominantes en Europe, qui délèguent aux partis socialistes le soin exclusif d'intervenir dans les questions de nature politique. En tout cas, cet épisode enracine, dans la direction de la CGT, la conviction que la réponse des Allemands n'était qu'une échappatoire dissimulant leur réticence à organiser la résistance des prolétariats à la guerre. Cette conviction, si elle n'est pas exprimée publiquement, pèse lourdement dans les convictions de la direction de la CGT, qui constate son isolement à soutenir la nécessité de l'insurrection en cas de guerre⁽¹³⁾.

Renoués en 1909, les contacts internationaux demeurent marqués par la persistance des divergences antérieures et ne se traduisent que par des initiatives limitées de coopération concrète⁽¹⁴⁾. En 1913, les confédérations membres du secrétariat international créent la Fédération syndicale internationale (conférence de Zurich) et élisent à sa tête Carl Legien, qui était déjà le secrétaire du SSI. Mais, malgré son changement d'appellation, la nouvelle structure ne s'écarte pas du modèle du secrétariat et demeure essentiellement un lieu d'échange d'informations. De plus, les relations Legien-Jouhaux sont à l'image de celles de leur confédération respective. Pour autant elles existent et vont se traduire le 27 juillet 1914 par ce que l'on appellera un « malentendu », ou un « trop bien entendu », qui s'inscrira dans le débat sur les responsabilités syndicales dans le déclenchement de la guerre. Que s'est-il donc passé ?

Les 26 et 27 juillet 1914, lors du congrès de la centrale syndicale belge, Léon Jouhaux est intervenu pour rappeler les positions antimilitaristes et antipatriotiques de la CGT et les efforts déployés par les syndicalistes français pour faire partager ces positions aux autres centrales syndicales. Legien, pour ce qui le concerne, se borne à exposer les progrès de l'organisation internationale et à la faire acclamer. Au cours des assises,



Carl Legien, premier secrétaire de FSI, en 1913.

Legien et la délégation française – composée de Léon Jouhaux et Georges Dumoulin – s'ignorent. Il faut attendre le moment du départ de Legien pour que Mertens, de la centrale syndicale belge, provoque une entrevue entre Legien et les délégués français. Cette très brève rencontre (à peine un quart d'heure autour d'une tasse de café), où seulement quelques phrases sont échangées à propos de la mobilisation conjointe des deux prolétariats, va être à l'origine d'une longue polémique dont les échos retentiront encore en 1919 à Amsterdam, lors du congrès de reconstitution de l'internationale syndicale.

Sur le moment, personne ne paraît accorder une très grande importance à cette entrevue. Jouhaux en parle à peine lors du comité confédéral réuni le 28 juillet⁽¹⁵⁾. Le silence de Legien (ou les ambiguïtés générales de la conversation) à l'interpellation de Jouhaux sur le renforcement nécessaire de la mobilisation contre la guerre exprime-t-il la position de toujours des syndicalistes allemands transférant au parti la responsabilité de l'action ? C'est en tout cas ce qui est compris et exposé par Jouhaux le 26 septembre 1914 dans un article publié par *La Bataille syndicaliste*. S'ajoutera à cet épisode celui de la réponse de la CGT à un télégramme de Legien, suite à l'entrevue de Bruxelles, réponse transformée bientôt en un appel de la CGT⁽¹⁶⁾.

Entre spontanéisme et action coordonnée

Mais quelles formes concrètes peut donc prendre l'appel au déclenchement de la grève générale révolutionnaire contre la guerre ? La CGT doit-elle se placer dans la fonction d'un état-major insurrectionnel et

(13) Voir l'ouvrage de Susan Milner, malheureusement non traduit en français, « The Dilemmas of Internationalism. French Syndicalism and the International Labour Movement », Berg, New-York, 1990, 260 p.
(14) Cf. Georges (Bernard) et Tintant (Denise), Léon Jouhaux cinquante ans de syndicalisme, t. 1, PUF, 1962, pp. 107-117.

(15) Pour un exposé détaillé des interprétations de l'entrevue de Bruxelles, voir Georges (Bernard) et Tintant (Denise), op. cit., pp. 128-132.

(16) Le texte du télégramme, publié dans *La Bataille syndicaliste* du 1^{er} août 1914 et signé de Jouhaux au nom du bureau confédéral est le suivant :

« La paix reste possible si les travailleurs organisés internationalement restent unis dans la même pensée : opposition à toute conflagration [...] Cette paix est entre les mains de la classe ouvrière internationale, si elle sait être à la hauteur du péril. Ici manifestations pacifistes se poursuivent. Nous croyons fermement à la paix car nous sommes énergiquement résolus à éviter la guerre. À bas la guerre. Vive la paix garantie par l'Internationale ouvrière. »



Portrait de Jean Jaurès par Lebedeff.

DR: IHS-CGT

(17) Dans son livre *Mon crime*, Louis Malvy relate par le détail ce que furent les conversations qu'il eut le 31 juillet 1914 à propos du Carnet B. En 1918, Léon Jouhaux, répondant aux critiques l'accusant d'avoir marchandé la non-application des mesures répressives contre un ralliement à l'Union sacrée, déclarera n'avoir joué aucun rôle dans la décision de non-application du Carnet B. Edouard Doléans, dans son *Histoire du mouvement ouvrier* (tome 2, p. 216, Librairie Armand Colin, 1967) fait cependant état d'une entrevue de Jouhaux avec Poincaré et Renaudel, notamment.

(18) L'*hebdomadaire satirique Le Bonnet rouge*, «organe de la défense républicaine», a été créé par Miguel Almeyda en novembre 1913.

(19) *La Voix du peuple* du 4 octobre 1913.

(20) Le 25 juillet, Jaurès a prononcé à Lyon-Vaise un discours tout entier tourné vers la guerre imminente.

(21) Les «retraites militaires», inventées par Alexandre Millebrand afin de créer dans la rue un courant de soutien à la loi des trois ans, se heurtaient chaque samedi à Paris à des contre-manifestations, souvent organisées par les Jeunesses syndicalistes.

passer dans les faits à une attitude de pré-guerre civile, ou bien l'investissement idéologique patiemment installé dans les masses au travers du travail antimilitariste et antipatriotique va-t-il provoquer un mouvement irrésistible? Lors du congrès extraordinaire contre la guerre de 1912, Alphonse Merrheim avait fait adopter une motion qui déclarait: «*Nous nous sommes dégagés des mots et des formules; nous avons essayé de déterminer ce qu'était et ce que devait être dans la réalité l'action confédérale. Nous avons voulu signifier à la classe ouvrière que, le jour d'une déclaration de guerre, il n'y aurait pas de CGT, pas de mot d'ordre. Qu'on se détache bien en province et dans tous les centres de cette idée et qu'on n'attende aucune indication, mais qu'au reçu de l'ordre de mobilisation les travailleurs se refusent d'y répondre et se rendent dans leurs Bourses du travail voir ce qu'il y a à faire.*»

Certes, dans cette motion, les Bourses du travail sont désignées comme les lieux d'organisation du mouvement, mais l'essentiel demeure l'initiative des masses. Faut-il comprendre dans cette orientation une croyance aux capacités spontanées du mouvement syndical et une confiance très puissante dans la conscience des masses, ou bien un simple propos de prudence en raison de la connaissance des plans répressifs préparés de longue date par le pouvoir? L'ombre de la répression plane en effet sur le mouvement ouvrier. Les services de sûreté ont établi de longue date un répertoire – connu sous le nom de Carnet B – des militants jugés dangereux. Une liste comprenant entre 3 000 et 6 000 noms a été dressée et ceux qui y figurent doivent être arrêtés le jour même de la déclaration de guerre. Dans les jours qui précèdent la déclaration de guerre, beaucoup de militants ont pris leurs précautions et les arrestations promettent donc d'être compliquées.

Pourtant, on le constate bientôt, malgré la crainte exprimée dans *La Bataille syndicaliste* du 30 juillet 1914, qui déclare: «*Le gouvernement n'a trouvé qu'une solution à la crise internationale: préparer la répression contre la classe ouvrière*», la logique du Carnet B n'est pas appliquée et le fait renvoie à un épisode demeuré longtemps assez obscur, mais très révélateur des hésitations de la période et des ajustements de position en cours. Le refus de procéder aux arrestations vint, en effet, du ministre de l'Intérieur Louis Malvy lui-même, après qu'il eut reçu des assurances de «*représentants autorisés du monde ouvrier*»⁽¹⁷⁾. En tout cas, *La Bataille syndicaliste* du 2 août 1914 reprend l'information donnée la veille par *Le Bonnet rouge*⁽¹⁸⁾ concernant la non-application du Carnet B.

D'évidence, les tensions internationales ont atteint un degré inédit et le mouvement ouvrier se dirige vers la vérification pratique des orientations qu'il a affichées la décennie précédente. On l'a observé, la CGT se situe de manière particulière face à la guerre dans la mesure où, à la différence des autres pays européens, elle n'entretient que peu de rapports avec le parti socialiste et ne pense la riposte à la guerre qui vient que dans la capacité autonome de la classe ouvrière appuyée sur ses propres armes, en particulier la grève générale révolutionnaire.

L'adieu à la grève générale révolutionnaire

Ce schéma théorique, issu de la vieille culture de la CGT, se trouve quelque peu altéré à la veille de la guerre, Léon Jouhaux reconnaissant une certaine complémentarité entre l'action syndicale et l'action politique: «*Jaurès a découvert que, pour les militants, le syndicalisme ne suffisait pas à tout. [...] Où a-t-il vu qu'à un moment donné cette formule du syndicalisme suffisant à tout eut droit de cité dans la vie confédérale? Non, le syndicalisme ne peut songer à résoudre tous les problèmes qui s'imposent à l'attention humaine. Le Parti socialiste non plus.*»⁽¹⁹⁾ Si elle ne se place plus en situation d'extériorité complète avec le Parti socialiste, ainsi que l'ont montré les initiatives communes prises en 1913 dans la lutte contre «les trois ans» – que le grand meeting du 25 mai 1913 symbolise –, la CGT poursuit, dans la période précédant le déclenchement de la guerre, une action autonome. Elle va dans ce cadre se heurter à des pressions très puissantes exercées notamment par Jean Jaurès pour désamorcer les mobilisations de rue.

Pour apprécier l'action des différentes forces opposées à la guerre, il est nécessaire de bien démêler l'écheveau compliqué des événements qui ont lieu du 26 juillet au 4 août 1914. Dans un article au titre retentissant («*À bas la guerre!*») publié dans *La Bataille syndicaliste* le 26 juillet, Léon Jouhaux appelle la classe ouvrière à descendre dans la rue⁽²⁰⁾. Riposter massivement aux manifestations nationalistes – dites des «retraites militaires»⁽²¹⁾ – qui se déroulent régulièrement à Paris aux cris de «*Vive l'armée! Vive la guerre!*»

Berlin ! », est devenu nécessaire. Le 27 juillet, l'Union des syndicats de la Seine et *La Bataille syndicaliste* appellent à descendre sur les boulevards et à se rassembler devant le journal *Le Matin* qui pousse chaque jour à la guerre. Une édition spéciale de *La Bataille syndicaliste* est imprimée au cours de l'après-midi et diffusée à partir de 17 heures dans les quartiers ouvriers. Dans l'appel à manifester, intitulé « Peuple de Paris, debout ! », on peut lire : « Belleville, Ménilmontant, Saint-Antoine, Montparnasse, retrouvez votre belle tradition de jadis. Que le flot des faubourgs déferle ce soir sur les quartiers du centre et vienne submerger les provocations imbéciles des chauvins. » L'appel est entendu : de 21 heures à minuit, des dizaines milliers de manifestants occupent la rue. De violents heurts avec la police se produisent⁽²²⁾.

Cette manifestation, qui est la seule convoquée dans la rue, témoigne d'une capacité de riposte de l'avant-garde ouvrière qui s'exprime aussi dans de nombreux meetings et manifestations convoqués en province⁽²³⁾. Mais le fait doit être noté que ni le Parti socialiste, ni *L'Humanité* (c'est-à-dire Jean Jaurès) n'ont appuyé la manifestation, et le quotidien socialiste ne consacre à l'événement qu'une demi-colonne dans sa troisième page⁽²⁴⁾. Cette marginalisation socialiste de l'événement exprime en fait un grand désaccord avec la CGT, qui s'est déjà manifesté, ainsi qu'on l'a vu, dans les conceptions différentes de la grève générale.

Tenter tous les efforts avant l'irréparable

L'emploi du temps de Jaurès et les propos qu'il tient dans les derniers jours de juillet ne laissent guère de doute sur un ajustement de position du leader socialiste. Celui-ci considère que les gouvernements anglais et français ne veulent pas la guerre et entend appuyer leurs efforts en ce sens. La logique du rejet total de la guerre et de la mobilisation de principe contre elle perturbe le schéma conciliateur de Jaurès. La manifestation du 27 juillet est en ce sens considérée comme un facteur de division que ne manqueront pas d'exploiter les forces bellicistes. Jaurès, fort de son prestige, va en conséquence exercer une très forte pression sur la direction de la CGT, qui hésite manifestement à relancer l'action de rue. Un meeting géant est certes convoqué dans les deux salles Wagram pour le 29 juillet 1914 à 20 h 30 mais, bien qu'en principe confiné dans un espace clos, il va être interdit. Sans doute faut-il voir dans cette interdiction la volonté gouvernementale d'empêcher l'expression de dirigeants de la CGT (les orateurs annoncés sont Jouhaux, Yvetot, Merrheim,



Le 27 juillet 1914, *La Bataille syndicaliste* appelle à descendre dans la rue.

Bled) au lendemain d'une réunion du comité confédéral dont on craint qu'il ne lance le mot d'ordre de préparation de la grève générale révolutionnaire.

On sait de source policière⁽²⁵⁾ qu'à l'initiative de Léon Jouhaux, une délégation de la CGT (Jouhaux, Dumoulin, Merrheim, Bled, Minot) a rencontré une délégation du Parti socialiste (Jaurès, Vaillant, Dubreuil, Renaudel) le 30 juillet 1914 et s'est laissée convaincre par les arguments de Jaurès. Le Comité confédéral du 31 juillet va entériner l'orientation nouvelle. Jouhaux, au cours de la séance du Comité, indique qu'il a proposé au Parti socialiste d'avancer la date de la manifestation prévue le 9 août au Pré-Saint-Gervais, en lien avec l'ouverture du Congrès de l'Internationale socialiste et en définitive convoqué à Paris à cette date, et proposé un « meeting monstre » pour le 2 août 1914.

Cependant, Jaurès « avec sa persuasion habituelle, démontra aux délégués de la CGT qu'il fallait à tout prix préserver la classe ouvrière de la panique et de l'affolement. Il dit que d'après ses entretiens avec les membres du gouvernement, il croyait que l'état actuel de tension de l'Europe durerait encore une dizaine de jours. Dans ces conditions, la date du 9 août, primitivement choisie par les socialistes, fut adoptée par les syndicalistes. D'ici là tous les efforts pacifiques seront tentés avant l'irréparable ». Le comité confédéral du 1^{er} août approuve cette orientation. Faut-il entendre dans ce revirement confédéral, qui conduit à se placer de fait dans la logique d'action du Parti socialiste et de Jean Jaurès, le signe annonciateur des positions d'Union sacrée qui vont bientôt intervenir et que le discours de Léon Jouhaux, lors des obsèques de Jean Jaurès, officialisera par cette déclaration : « Jaurès a été notre reconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime. ».

André NARRITSENS

(22) *La Bataille syndicaliste* du mardi 28 juillet consacre une large place au compte rendu de la manifestation. La police estime à 30 000 le nombre des manifestants, *La Bataille syndicaliste* à au moins 150 000.

(23) *La Bataille syndicaliste* du 1^{er} août en recense onze ayant rassemblé environ 20 000 participants pour les journées du 30 et 31 juillet. Lors de la réunion du BSI du 29 juillet 1914, Hugo Haase informe qu'à Berlin, la veille, des milliers d'ouvriers ont manifesté contre la guerre « dans 27 meetings archicomblés ainsi que dans la rue. »

(24) *L'Humanité* du 27 juillet, alors qu'elle pouvait le faire, n'a pas annoncé la manifestation.

(25) Se reporter à Kriegel (Annie), Becker (Jean-Jacques), 1914- La guerre et le mouvement ouvrier français, Armand Colin, 1964, pp. 188-191.